

2025/

Département de la Lozère
COMMUNE DE GRANDRIEU
DÉLIBÉRATION du CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 03 décembre 2025

Membres en exercice : 15
Présents : 9
Votants : 10
Votes pour : 10
Votes contre : 0
Absentions : 0

Date de convocation : 28/11/2025
Date d'affichage : 28/11/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois décembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de M. Guy GALTIER, maire.

Etaient présents : Guy GALTIER - Pierre-Emile SYLVAIN - André THEROND - David LOUBIER - Gaëtan GAILLARD - Audrey DURAND - Guillaume MARTIN - CROS Tiffany - Damien AJASSE

Secrétaire de séance : Pierre-Emile SYLVAIN

Absents : Aline CHANIAL

Excusés : José MARTINEZ - Yoan PEREZ - Karine BRUNEL - Vincent RICHARD - Philippe MARTIN

Procurations : Vincent RICHARD à André THEROND

03122025- Délib-10

Objet : Espinouzette – Renouvellement de la convention forêt avec l'ONF et M. GAILLARD Pascal.

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal du courrier adressé par l'ONF relatif aux prises en charges 2025 et indiquant que certaines conventions relatives aux concessions pluriannuelles de pâturage, qui avaient été conclues en application des articles L146-1, R146-1, L137-1 et 2 et R137-1 à 4 du Code Forestier sont à renouveler.

Ainsi, à Espinouzette, la convention qui avait été passée avec M. Pascal GAILLARD arrivant à échéance au 31 mars 2026, celle-ci doit être renouvelée.

Ces concessions concernent la vente d'herbe à titre payant pour la somme de 14,52 €/ha par an et se réparti comme suit :

				HA	A	CA	ONF	GAILLARD Pascal
C	1	Charlon	BR01	4	73	80	4,738	4,7380
C	1	Charlon	BR02	4	73	80	4,738	4,7380

Vu les articles L211-1, L221-2 et R214-19 du Code Forestier,

Le Conseil après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Autorise la concession de pâturage à GAILLARD Pascal, exploitants ayant-droit de la section d'Espinouzette, aux conditions fixées par l'Office National des Forêts,

- acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour
délai de 2 mois, à compter de la présente notification. Le tribunal administratif
accessible par le site internet www.telerecours.fr